Chemins de fer—Loi

La ministre de l'Environnement a dit au député que le CN ne participe pas à une réforme provinciale officielle. La société présente toutefois une liste sommaire de tous les projets de vaporisation d'herbicides au Service de la protection de l'environnement.

Par ailleurs, M. R. A. Walker, Senior, vice-président de la société de chemins de fer du CN annonça au député, le 12 décembre 1984, que l'on examinerait la question de la lutte contre les mauvaises herbes et que l'on prendrait une résolution avant d'appliquer le programme de 1985. J'attire encore une fois l'attention des députés sur les renseignements pertinents qui ont été fournis sur le sujet de la modification proposée. Pas plus tard qu'aujourd'hui, M. Walker a annoncé au cabinet du ministre que le CN se conforme volontairement à la législation provinciale pertinente. Sauf erreur, les contrats sont adjugés et ils précisent qu'il faut respecter la législation provinciale.

Il y a un autre sujet que je voudrais aborder, puisque l'occasion ne se présente pas souvent; je suis très heureux de profiter de celle-ci. Ce n'est peut-être pas prévu dans le cadre de la motion, mais il est bon de le signaler à mon sens. Si la modification vise uniquement ou partiellement à avoir un effet sur les employés aux termes de la Partie IV du Code du travail du Canada par exemple, j'avertis la Chambre que cela risque de contrecarrer les desseins du gouvernement qui veut assurer une certaine uniformité dans la protection de la sécurité et de la santé de tous les employés qui travaillent dans des domaines de compétence fédérale. La modification proposée par le député risque d'avoir des conséquences juridiques allant bien au-delà du nettoyage des voies ferrées. Elle toucherait de toute évidence la question de la santé des employés, notamment des employés chargés de la construction et de l'entretien des voies ferrées ou de la démolition des gares et des bâtiments qui ne servent plus. S'il s'agit uniquement d'appliquer les lois provinciales à l'utilisation de produits chimiques pour le nettoyage de la voie ferrée, il vaudrait mieux modifier l'article 219 de la Loi sur les chemins de fer—qui porte spécifiquement sur la question abordée implicitement dans la modification proposée—en se servant de l'article 210 de cette loi comme modèle. Cet article existe depuis longtemps et il offre un mécanisme permettant d'appliquer aux chemins de fer les lois provinciales sur le drainage. Il semblerait que le problème soulevé par le député est analogue à cette situation et on pourrait modifier l'article 219 en s'inspirant de l'article 210. Je ne crois pas que ce soit l'intention du député; aussi, je ne m'étendrai pas plus longtemps sur le sujet.

Dans l'ensemble, le gouvernement reconnaît les mérites de la modification proposée par le député. Celui-ci est certainement animé de bonnes intentions et pense au bien commun. Le gouvernement a pour principe de reconnaître les mérites de projets de loi d'initiative parlementaire de ce genre, qu'ils émanent de ministériels ou d'oppositionnels. A titre de secrétaire parlementaire du ministre des Transports, je suis heureux de pouvoir coopérer avec le député.

Le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly) a pris l'initiative de proposer cette modification. Pendant toutes les années que j'ai passées à l'arrière-ban de l'opposition, je n'ai pas pu le faire parce que ceux qui étaient alors au pouvoir se montraient intraitables. Ce n'est que très rarement au cours de mon expérience à la Chambre que des députés de l'opposition ont pu faire renvoyer le sujet de leurs mesures d'initiative parlementaire au comité permanent compétent pour le faire étudier. En fait, des députés savent que pendant 15 ans j'ai tenté de faire retirer aux organismes de réglementation du domaine des transports la charge des enquêtes sur les accidents et incidents qui se produisent dans un secteur qui relève de leur compétence. Il y a un conflit quand on est appelé à juger son propre travail. J'avais soumis une idée formidable. Toute une succession de ministres des Transports au fil des années ont été d'accord avec moi. J'ai même réussi à faire retirer le projet de loi et à en faire renvoyer le sujet au comité permanent. Que s'est-il passé ensuite? L'étude de la question est restée en plan.

Ce n'est pas l'attitude que prend le gouvernement actuel. Le sujet de la modification qui est proposée à la Loi sur les chemins de fer est sérieux. Il mérite que le comité permanent des transports l'examine et fasse des recommandations à cet égard. C'est avec plaisir, si le député est d'accord, que je propose un amendement. Je propose donc:

Qu'on modifie la motion en supprimant tous les mots après «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

Le projet de loi C-229, tendant à modifier la Loi sur les chemins de fer, ne soit pas lu maintenant pour la 2^e fois, mais que l'ordre soit annulé, le projet de loi retiré et le sujet renvoyé au comité permanent des transports.

Je le propose dans l'espoir qu'il recevra l'approbation de la Chambre.

Je voudrais, en terminant, féliciter le député de s'intéresser avec autant de sollicitude à cette question. Je crois que tous les députés partagent son intérêt. J'espère que le comité permanent va lui accorder son attention entière et que le temps venu il en fera rapport à la Chambre.

Le président suppléant (M. Paproski): Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement à la motion principale?

• (1730)

M. Crosby: Monsieur le Président, je suppose que la Chambre a jugé bon d'adopter l'amendement que propose le secrétaire parlementaire du ministre des Transports (M. Forrestall), et que le projet de loi sera renvoyé au comité permanent des transports pour qu'il en étudie le sujet.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Nous ne sommes pas en train de débattre l'amendement. Le député veut-il en parler? Il n'a pas encore été adopté. Il a été proposé.

M. Crosby: J'avais compris qu'il avait été adopté.

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est au député de Moncton (M. Cochrane).